

Les récentes découvertes de pétrole dans le nord, dont certaines ont été annoncées il y a seulement quelques jours, ont contribué à mettre en lumière l'énorme potentiel que représente cette partie du Canada. Ces découvertes soulèvent maintenant des problèmes concernant notre souveraineté sur le Nord, non pas sur les Territoires du Nord-Ouest et les îles, car nos droits là-dessus ne sont ni contestés ni négociables, mais sur les secteurs des eaux qui entourent l'archipel Arctique. Je n'ai rien de neuf à dire sur cette question si ce n'est que l'affaire est un sujet de préoccupation dont le Gouvernement et ses principaux juristes doivent s'occuper sans tarder. De l'autre côté du pôle nord se trouve notre grand voisin, l'Union soviétique, seule nation de la terre à posséder des étendues de terre comparables aux nôtres dans la région arctique. Le Nord est beaucoup plus qu'une source de pétrole et de richesses minérales, c'est une région où les gens vivront bientôt en nombre de plus en plus élevé. Pour des raisons historiques et économiques, l'Union soviétique a progressé plus rapidement que le Canada dans la connaissance des conditions de vie de l'Arctique. L'une de ces raisons réside dans le fait que l'Union soviétique peut diriger ses mouvements de population. Je me réjouis que nous ne le puissions pas, mais nous avons beaucoup à apprendre de ce pays. Nous sommes actuellement engagés dans un programme d'échanges scientifiques et techniques avec l'Union soviétique et il est prévu dans le cadre de ce programme d'organiser des missions d'enquêtes sur l'Arctique soviétique.

Pétrole et énergie

J'ai mentionné tout à l'heure le pétrole, et ceci m'amène naturellement à vous parler des exportations de pétrole vers les États-Unis et des questions concernant une politique de l'énergie à l'échelle du continent. L'une des frustrations qu'éprouve un ministre des Affaires étrangères vient du fait que les sujets d'intérêt immédiat dont il voudrait parler ouvertement et sans contrainte semblent toujours se trouver dans une phase délicate de négociation. J'imagine que si ce n'était pas le cas, ces sujets ne seraient pas actuels. Les entretiens que nous avons présentement avec les États-Unis n'ont qu'un objectif: l'obtention des meilleures conditions de vente possibles du pétrole canadien sur le marché américain. Les questions de portée plus vaste qui ont été posées intéressent des objets d'étude et d'examen à plus long terme. Le Gouvernement croit en un développement ordonné des ressources nord-américaines, mais réalisé de telle manière qu'il protège totalement les intérêts présents et futurs du Canada.

Un autre aspect de nos relations économiques avec les États-Unis qui présente pour vous un intérêt particulier est celui du réseau des services de transport qui relie nos deux pays, et plus particulièrement l'expansion des routes aériennes entre des points donnés au Canada et des points donnés aux États-Unis. Un certain nombre de villes canadiennes, dont Edmonton, ont fait des propositions visant à élargir les services aériens et à créer des liaisons directes entre elles et un certain nombre de centres situés aux États-Unis. Le Gouvernement appuie ces propositions. La délégation canadienne, qui participe aux entretiens bilatéraux qui ont commencé en décembre et reprendront en février, a reçu l'instruction d'essayer de tirer de ces conversations le maximum d'avantages pour le Canada. Comme d'habitude, il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'issue de ces négociations mais nous avons bon espoir qu'elles satisfèront aux aspirations de l'Ouest du Canada.

La politique étrangère et la politique intérieure sont les deux dimensions de notre politique nationale. En vous parlant aujourd'hui de politique